ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Transition écologiue

Question au Gouvernement n° 4451

Texte de la question

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

M. le président. La parole est à Mme Danièle Obono.

Mme Danièle Obono. « La réussite de la transition écologique se joue dans les dix ans qui viennent. Je m'engage dans le même temps à diversifier nos sources d'énergie. […] Je maintiendrai le cap de réduire à 50 % la part de l'énergie nucléaire à l'horizon 2025. » Voilà ce que déclarait Emmanuel Macron en 2017, alors qu'il était candidat à la présidentielle.

M. Pierre Cordier. « Parce que c'est notre projet » !

Mme Danièle Obono. De grands mots, de belles paroles ! Mais souvent candidat varie, surtout quand il a si peu de consistance dès le départ. Devenu président par effraction, et après avoir gagné le titre de « champion de la Terre » grâce au fameux « *Make our planet great again* ! », Emmanuel Macron a fait perdre dix ans à l'urgente bifurcation écologique qui passe par la sortie des énergies fossiles et nucléaire. Son bilan est catastrophique : prolongation d'une centrale à charbon, poursuite de dix-huit projets d'extraction d'hydrocarbures, arrosage à coups de milliards de la filière nucléaire qui est désormais une pièce centrale de sa stratégie. J'en passe et des pires.

Pourtant, comme le démontre le scénario de négaWatt, rendu public aujourd'hui, il est possible d'atteindre la neutralité carbone en 2050 grâce aux énergies renouvelables, en sortant des énergies fossiles et nucléaire, et en développant sobriété et efficacité. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe FI.)* C'est ce que La France insoumise défend depuis plusieurs années. Même les travaux de RTE – Réseau de transport d'électricité –, filiale d'EDF et gestionnaire du réseau électrique français, montrent que nous payons le retard considérable accumulé dans le domaine des énergies renouvelables, alors qu'elles sont incontournables et devront être massivement développées, que la sobriété est inéluctable et que le nucléaire n'est pas obligatoire.

Emmanuel Macron a menti aux Français et aux Françaises, en 2017 et pendant tout son mandat. Aujourd'hui, de nouveau candidat, non déclaré mais manifestement en campagne, il décide tout seul d'engager le pays dans une voie nucléariste qui nous mène à la catastrophe. Madame la ministre, quand allez-vous assumer que l'énergie est un choix politique, qu'il appartient au peuple d'en débattre et de trancher démocratiquement ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre de la transition écologique.

Mme Barbara Pompili, *ministre de la transition écologique.* Madame la députée, je n'ai lu ni dans le rapport de RTE ni dans celui de négaWatt qu'on pouvait mettre à l'arrêt la moitié des réacteurs nucléaires français d'ici à la fin du prochain quinquennat sans blackout ou en respectant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, sur lesquels nous nous sommes engagés lors des accords de Paris ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)* Le rapport de RTE nous dit très clairement qu'il faut faire des économies

d'énergie et développer massivement la production d'énergies renouvelables, et que ce sont des conditions absolument indispensables, quel que soit le scénario retenu, et négaWatt ne dit pas autre chose.

La question est simple : quel est le scénario que vous proposez aux Français ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)* Vous dites qu'il faut baisser les consommations d'énergie plus fortement encore que ce que RTE propose. Or la réduction de 40 % de la consommation d'énergie que RTE propose implique déjà de massifier la rénovation énergétique des logements (« Oui ! » sur les bancs du groupe FI) et l'usage de véhicules électriques, des transports en commun et du covoiturage, ainsi que de réduire notre consommation de viande.

M. Ugo Bernalicis. Tout à fait d'accord !

Mme Barbara Pompili, *ministre .* Tout cela, nous nous y sommes attelés depuis le début du quinquennat, mais allez jusqu'au bout de votre propos : dites-nous ce qu'impliquerait encore plus de sobriété. Cela impliquerait de limiter les possibilités de déplacement parce qu'il faudra réduire le nombre de voitures *(Protestations sur les bancs du groupe FI.)* C'est un choix de société ! Cela impliquerait d'imposer à tous le télétravail. Êtes-vous d'accord avec cela ? Êtes-vous favorable à la suppression totale de l'habitat individuel ? Êtes-vous d'accord avec cela ? Ce sont des débats de société que je suis prête à avoir avec vous, mais arrêtez de vous cacher derrière des slogans et regardons ce que signifierait concrètement l'adoption de votre scénario ! (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.)

M. le président. La parole est à Mme Danièle Obono.

Mme Danièle Obono. Il est certain, madame ministre, qu'au vu votre bilan, il n'y a pas grand-chose derrière quoi vous pouvez vous cacher ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – Huées sur les bancs des groupes LaREM et Dem.)* Pour notre part, nous défendons comme négaWatt une sortie progressive des énergies fossiles et du nucléaire, qui prendra effectivement énormément de temps, celui que vous avez perdu pendant cinq ans ! (Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)

Données clés

Auteur : Mme Danièle Obono
Circonscription : Paris (17e circonscription) - La France insoumise
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 4451
Rubrique : Énergie et carburants
Ministère interrogé : Transition écologique
Ministère attributaire : Transition écologique

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 27 octobre 2021
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 octobre 2021